

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

**PRIX D'ABONNEMENT :**  
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.  
 — Le numéro, ..... 15 centimes.  
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
 — Le numéro, ..... 20 centimes.  
**INSERTIONS :**  
 ANNONCES. .... 1 fr. 50 la ligne  
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
 Place de la Bourse, 8  
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 1  
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES	Bourse	Bourse
3 0/0 .....	80 70	15 » » »
3 0/0 amortiss. ..	82 40	15 » » »
4 1/2 0/0 1883 ..	108 75	15 » » »
Cons. anglais ..	99 5/16	10 » » »
italien .....	96 70	10 » » »
Flor. autric. (or) ..	87 3/4	1/4 » » »
Esp. Extér. nouv. ..	53 5/16	1/4 » » »
Esp. Extér. 0/0 ..	323 75	1 25 » » »
Ch. Égyptiens ..	437 50	1 25 » » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 20	0 05 » » »
Banque ottomane 500 »	5 » » »	5 » » » »

## ACTUELLEMENT

**LA PATRIE**  
 OFFRE EN  
**PRIMES GRATUITES**  
 A TOUS SES ABONNÉS :  
**L'UNIVERS ILLUSTRÉ**

Frais d'expédition : PARIS, un an, 10 fr. 50, six mois, 5 fr. 25; trois mois, 2 fr. 75.  
 DÉPARTEMENTS, un an, 13 fr.; six mois, 6 fr. 50; trois mois, 3 fr. 25.

Les nouveaux abonnés qui nous en feront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman  
**LE GARS PERRIER**  
 au moment de leur souscription.

PARIS, 6 DÉCEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

### SÉNAT

Présidence de M. Le Royer

L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi relative aux délégués mineurs.  
 M. le président. — Le Sénat s'est arrêté à l'article 12, lequel est ainsi conçu :

« Les visites et constatations prescrites par la présente loi sont payées aux délégués comme journées de travail, à raison de deux journées par mois pour les visites mensuelles et de une journée pour chacune des constatations; le prix de la journée est fixé tous les ans par le préfet sur l'avis des ingénieurs des mines de l'Etat. Ces frais sont payés mensuellement au délégué par les concessionnaires. »

M. Blavier présente un amendement.  
 M. Blavier proteste contre l'accusation formulée dans la dernière séance par le rapporteur contre les exploitants des mines de s'opposer systématiquement à tous les progrès qui peuvent contribuer à l'amélioration du sort des ouvriers.

Il développe ensuite son amendement à l'article 12 et dit que la concession des mines étant un contrat bilatéral, l'Etat ne peut imposer à l'exploitant une nouvelle obligation qui ne figure pas dans ce contrat comme celle de payer les délégués.  
 L'orateur expose la différence qui existe entre les législations anglaise et française.

(La séance continue.)

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de contrôle de la circulation monétaire.  
 Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs.  
 Le scrutin est ouvert à deux heures dix minutes.

(La séance continue.)

### AU LUXEMBOURG

L'Union républicaine a tenu une courte séance et s'est prononcée contre l'évacuation du Tong-King.

### AU PALAIS-BOURBON

Il y a toujours lieu de croire que le rapporteur de la commission du Tong-King ne sera pas nommé avant jeudi au plus tôt.

On continue à s'entretenir des diverses solutions qui pourraient être proposées pour le Tong-King.

Une opinion qui paraît s'accroître consiste à accorder au gouvernement un crédit de 3 mois pour la question tonkinoise.

Le gouvernement devrait proposer alors, sous sa responsabilité, un projet relatif au Tong-King soit au point de vue du protectorat, soit pour l'occupation, ou telle autre solution à étudier.

Peu de monde dans les couloirs avant la séance; et pas d'autres nouvelles.

### INTÉRIEUR

M. Ferdinand de Lesseps est remis de sa chute d'hier; il a pu se lever aujourd'hui à son bureau, rue de Charra.

Alger, 7 décembre.

De nouvelles secousses du tremblement de terre ont été ressenties hier matin, à 1 h. 45 et à 3 h. 40 du soir.  
 Aux mêmes heures, des secousses très violentes ont eu lieu à Bordj-bou-Arredj.

### EXTÉRIEUR

Le Caire, 6 décembre.

Le khédive a manifesté un vif mécontentement en apprenant que les Italiens avaient pris possession de l'administration à Massarah; il en a référé immédiatement à Constantinople.

New-York, 6 décembre.

Le steamer *Canada*, qui partira mercredi prochain, emportera en France quatre enfants de New-York (Etat de New-Jersey) qui ayant été mordus par des chiens enragés doivent être confiés aux soins de M. Pasteur.

Les dépenses du voyage de ces enfants sont couvertes par une souscription publique.

Vienne, 7 décembre.

La *Montagsrevue* apprend que les puissances ont fait de nouveaux des représentations pressantes à la Serbie et à la Bulgarie pour rendre possible la prompt conclusion d'un armistice.

Rome, 7 décembre.

Un service funèbre pour le repos de l'âme du roi Alphonse a été célébré à l'église espagnole de Sainte-Marie de Monserrato. La cérémonie a été magnifique.

L'évêque d'Orléans a officié. Le cardinal Jacobini a donné l'absoute.  
 Parmi les assistants, on remarquait l'ambassadeur d'Espagne, le Saint-Siège, avec le personnel de l'ambassade, les diplomates accrédités auprès du Vatican, un dignitaire de la cour papale et les notabilités de la colonie espagnole.

### LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

Une dépêche de Pékin annonce que le mauvais temps a retardé le départ de M. Cogordan pour Tien-Tsin, et qu'il s'embarquera aujourd'hui.

Le *Péiho* est pris par les glaces.  
 Une autre dépêche d'Hankou dit que la mission française de délimitation partira le 10 courant pour la frontière chinoise.

### INFORMATIONS

M. Laugier, gouverneur de la Guadeloupe, s'embarque aujourd'hui même à Saint-Nazaire, pour regagner son poste d'où il est absent depuis six mois déjà.

Dès que l'enquête commerciale ouverte par M. Dautresme, au sujet de la future Exposition universelle, sera terminée, la ville de Paris sera appelée à faire connaître ses intentions au sujet du concours moral et financier qu'elle compte prêter à cette entreprise.

On assure que le conseil municipal a l'intention de voter une subvention de six millions : ce n'est pas trop, puisque, d'après l'avant-projet préparé par la commission, le total des dépenses doit atteindre 50 millions.

C'est sur l'ordre du gouvernement que le colonel d'artillerie Borgnis-Desbordes s'est embarqué à Saigon pour venir en France.

Pourquoi cet ordre ?  
 Notre réponse est facile : c'est le colonel Borgnis-Desbordes, sur l'ordre du général Brière de l'Isle, prit le commandement de la deuxième brigade du Tong-King, en remplacement du lieutenant-colonel Herblanger.

Son retour par ordre semble indiquer que le gouvernement n'a pas encore tous les renseignements voulus sur la retraite de Lang-Son.

Le colonel Borgnis-Desbordes s'est embarqué le 4 novembre; il arrivera à Marseille du 15 au 20 janvier.

Le *Journal officiel* publie ce matin seulement le rapport adressé au ministre de la République par le ministre des postes et des télégraphes, sur la Caisse nationale d'épargne, pour l'exercice 1884.

Ainsi, c'est après onze mois entiers écoulés depuis la clôture d'un exercice que le gouvernement se met en mesure de donner les renseignements qui le concernent.

Quel intérêt ces renseignements, à l'époque tardive où on les fournit, peuvent-ils bien avoir ?

Dans trois semaines, en effet, l'exercice 1885 aura lui-même pris fin, et le ministre des postes et des télégraphes en est encore à arrêter les résultats de l'exercice 1884.

Quelle négligence inexplicable et quelle déplorable incurie !

Comparez les agissements officiels avec ceux des sociétés privées, les Compagnies de chemins de fer, par exemple, et les établissements de crédit.

Dès la fin du premier trimestre qui suit l'expiration d'une année, les résultats financiers de l'année précédente se trouvent mis, dans tous leurs détails, sous les yeux des actionnaires et des divers intéressés.

Pourquoi n'en est-il pas de même en matière de comptabilité publique ?

Les comptes d'une compagnie de chemin de fer sont, d'ailleurs, autrement nombreux et autrement variés que ceux d'une caisse d'épargne, quelle qu'elle soit.

Vraiment, ce serait à croire qu'en retardant des publications de la nature de

celle qui figure ce matin au *Journal officiel*, le gouvernement espère détourner les investigations et les rapprochements qui pourraient en être la conséquence.

### ELECTION LÉGISLATIVE

VENDEE

Inscrits : 119,580. — Votants : 78,888.  
 MM. de Labassetière, fils, c. 44,660 v. Elu.  
 L. Bienvenu, rep. .... 33,264

Manque 1 canton.  
 Il s'agissait de remplacer M. de Labassetière décédé.  
 En octobre, M. Léon Bienvenu avait obtenu 37,730 suffrages et M. de Labassetière, son co-candidat élu, 51,294.

### ELECTION MUNICIPALE

Hier a eu lieu, à Vincennes, le scrutin de ballottage pour deux sièges de conseillers municipaux, devenus vacants.

M. Camille Pinta, président du comité conservateur du canton de Vincennes, a été élu le premier par 844 voix; le second conseiller élu, un républicain radical, n'a obtenu que 564 voix.

### LES

### CANDIDATS DE L'ÉQUIVOQUE

Les républicains prétendus modérés dont le drapeau, déjà déteint sous M. Thiers, a subi, depuis quelques années, de tels accrocs qu'on ne saurait désormais lui attribuer une couleur et une signification quelconques, se sont mis en tête d'offrir à Paris une liste de candidats de leur façon pour les élections du 13 décembre. Ils ont eu, sans doute, la sagesse de ne s'y résoudre qu'après réflexion et même après divers maquignonnages préfablés.

Ils ont essayé d'abord de circonvenir, de séduire le vénérable M. Tolain, président du comité opportuniste, pour l'amener à composer une liste où une place, une toute petite place, aurait été réservée au centre gauche en la personne de M. Ribot. Mais M. Tolain s'est montré rétif, incorruptible; il sent que, dans le monde républicain, l'influence passe à gauche, de plus en plus à gauche, et il ne veut pas perdre la chance de se trouver du côté du pouvoir.

Les républicains prétendus modérés ont ensuite, si nos renseignements personnels sont exacts, poussé plus loin l'esprit ou plutôt la faveur de transaction qui les anime. Ils eussent très bien accepté le patronage de personnalités plus nuancées de rouge que celle de M. Tolain, toujours à la condition que leur part, leur petite part fût faite.

Ces beaux marchandages, qui sont, d'ailleurs, dans la tradition des aïeux, à la mesure de celle de feu M. Dufaure, n'ont abouti à aucun marché. Il a donc bien fallu se résigner à marcher tout seul, sans béquilles d'emprunt, sans faux nez sur le visage, sous peine de laisser voir et de laisser dire que le centre gauche est mort et que les élections d'octobre dernier en ont enterré les derniers débris. On a donc dressé une liste à laquelle le nom de M. Ribot donne toute sa signification et toute sa vertu, qui sont minces.

Cette liste a été présentée au public par le *Temps* qui, jugeant toutefois l'aventure assez scabreuse, a pris un pseudonyme pour la circonstance : ce n'est pas comme émanant de l'initiative de M. Hébrard qu'il la produit, en effet; mais comme sortie des éléments parisiens d'une « Association républicaine du centenaire du 89 » fait inconnu jusqu'ici.

Naturellement, le *Journal des Débats*, dont la combinaison organique actuelle a été politiquement et financièrement élaborée par M. Ribot après la chute lamentable du lamentable *Parlement*, suit l'impulsion donnée par le *Temps* avec un enthousiasme qui lui fait oublier son français — accident très fréquent chez lui, depuis quelque temps. Dans un article absolument lyrique, M. Dietz, ancien rédacteur de ce même *Parlement*, adjure les électeurs parisiens de voter, le 13 décembre, pour M. Ribot qui, d'après lui, « a soutenu dans les Assemblées la cause de la politique modérée avec un talent, une énergie et une persévérance sans égale ». *Altruisme bon sens*... mais n'insistons pas sur ce détail. Les panégyristes s'étant mis à l'œuvre, il est juste que les critiques s'en mêlent aussi. Parlons donc à notre tour de M. Ribot, puisque le *Journal des Débats* veut qu'en en parle.

Il n'est assurément pas à craindre que les électeurs parisiens se montrent dimanche prochain plus accueillants que M. Tolain pour cette candidature errante et pour celles qui l'encadrent, et parmi lesquelles nous voyons tréfiler, comme une tendre fleur, celle de M. Dèves. Le *Journal des Débats* lui-même semble partager in petto notre sentiment sur ce sujet, car il se borne — conclusion fort réservée et quelque peu triste d'un élogiste tout à fait dihybride — à lui souhaiter le meilleur succès. Voilà l'expression d'une confiance médiocre. Toutefois, afin d'établir que l'échec certain de M. Ribot sera la juste revanche de la moralité politique, de la droiture personnelle indignement méconnue et foulée aux pieds par les hommes du centre gauche, et pendant les sept années que la

République présente a mis à s'établir, il n'est pas inutile de nous étendre un peu sur les mérites du personnage.

M. Ribot fut le secrétaire de feu M. Dufaure; il va proclamant partout qu'il est son élève et son successeur. Chacun met, sans doute, sa gloire où celui lui convient; mais il faut reconnaître que celle de M. Ribot est singulièrement placée. Pour suivre la politique de feu M. Dufaure dans notre temps, il faudrait qu'un homme se déclarât prêt à servir successivement, mais à la condition de rester ministre, la République, l'Empire, la monarchie, le radicalisme, la réaction, la licence, la dictature, la liberté, l'autorité, l'anarchie, tous les hommes et tous les régimes.

Feu M. Dufaure a, en effet, servi et trahi successivement Louis-Philippe, Cavaignac, Napoléon III, le maréchal de Mac-Mahon, M. Thiers. La mort l'a empêché de servir et de trahir Gambetta. Mais sa vie tout entière prouve qu'il n'y aurait pas manqué, s'il en avait eu le temps. Nous présenter, en tout cas, aujourd'hui la politique de cette incarnation des traitises profitables comme l'idéal où la France entière doit aspirer est un trait de cynisme révoltant ou de naïveté réjouissante.

Nous ne doutons pas que M. Ribot soit, comme son modèle, disposé à servir et même à trahir toutes les causes qui s'offrent à son zèle. Il a sur la conscience quelques péchés d'inconsistance qui attestent ses dispositions à suivre et à égarer en ce sens feu M. Dufaure; mais oser prétendre que le succès éventuel de la politique qu'il représente serait un retour à la sagesse politique et à l'esprit de conservation, voilà ce qui ne se peut justifier. La sagesse politique consiste, pour les républicains comme pour les conservateurs, à s'éloigner de toutes les combinaisons bâtarde, à faire cesser toutes les équivoques, à marcher vers un but social franchement et librement. Or, en politique, M. Ribot personnifie tout autre chose que la franchise. Nous pourrions en fournir la preuve en évoquant dix exemples; nous nous contenterons d'en citer un seul.

De très bonne foi, M. Dietz, dans le panégyrique dont nous parlions tout à l'heure, a loué M. Ribot d'avoir défendu dans le *Parlement* « les principes qui font la force de notre armée ». Il est fort possible, en effet, qu'à la Chambre des députés, M. Ribot se soit élevé contre les projets de réorganisation militaire élaborés par la gauche. Mais, en ce cas, M. Ribot candidat est ou fut un autre homme que M. Ribot député. Voici le langage que le candidat à la députation, dans le département du Pas-de-Calais tenait publiquement quelques jours avant le 4 octobre :

« On ne peut pas comparer ces soldats revenant victorieux du Tong-King à ces bandes livides qui, revenant du Mexique, n'ont pas su défendre, sur le sol de la patrie, l'honneur du drapeau. »

C'est en jetant, dans une visée personnelle, l'insulte à la face de nos soldats de 1870; c'est en outrageant les troupes héroïques qui soutinrent le premier choc de l'invasion que M. Ribot, au gré de M. Dietz, a défendu les principes qui font la force de notre armée. C'est là sa franchise et ce sont là ses procédés.

M. Ribot défend assurément les principes à la tribune, mais il les abandonne dans les couloirs. M. Ribot est conservateur lorsqu'il déclame, mais il est révolutionnaire lorsqu'il agit. Ainsi du reste et ainsi des autres. C'est un avatar nouveau de la chauve-souris de la fable.

Mais Paris et la France ont manifesté simultanément, le mois dernier, leur volonté de sortir du royaume des équivoques.

Arrière ceux dont la bouche souffle le chaud et le froid :

telle est, désormais, la commune devise du parti républicain et du parti conservateur. C'est pourquoi ni M. Ribot ni ses comparses ne seront élus dimanche; c'est pourquoi le *Temps* et le *Journal des Débats* peuvent préparer des éloges.

**Proust et Dautresme**

Nous avons annoncé une lettre-circulaire que M. Dautresme, ministre du commerce, vient d'adresser aux présidents de plusieurs chambres syndicales, pour leur demander s'il convient que l'Exposition projetée 1889 soit internationale ou simplement nationale.

A propos de cette circulaire, on fait remarquer que la président de la République signa jadis, sur la proposition de M. Rouvier, un décret qui attribue à l'Exposition en question le caractère d'Exposition internationale et universelle.

Mais cela ne prouve absolument rien. Un décret peut être rapporté par un autre décret, et M. le président de la République signera très volontiers, sur la proposition de M. Dautresme, le contraire de ce qu'il a signé sur la proposition de M. Rouvier.

Da temps de M. Rouvier, de quoi s'agissait-il ? Il s'agissait de faire une grande situation à M. Antonin Proust, et l'on était enchaîné de le mettre à la tête d'une exposition énorme : car enfin, entre tous les ministres que M. Proust a essayés, il n'y en a encore qu'un seul où il ait réussi, nous le dirons pas à faire les affaires du pays, mais à faire les siennes : c'est celui de moniteur de produits divers et de faiseur de loteries.

Mais rien ne prouve que M. Maurice Dautresme ait autant que M. Maurice Rouvier, le désir d'être agréable à M. Proust.

Un de nos confrères prétend que M. Dautresme est le gendre d'un M. Girard qui fut, sous l'Empire, employé à la préfecture des Deux-Sèvres et épousa la fille du gélier en chef de Niort.

S'il en est ainsi, M. Dautresme peut avoir conservé des relations avec la patrie de M. Proust, et ce serait une raison de plus pour qu'il ne portât aux affaires de cet Antonin Barium qu'un intérêt médiocre.

M. le docteur Chautemps, conseiller municipal, rapporteur du budget de la préfecture de police, a lu à la commission du budget du conseil son rapport.

Les conclusions en ont été adoptées avec d'autant plus d'empressement par la majorité de la commission que le rapporteur conclut au *rejet absolu du budget de la police*.

Ce travail se termine par un projet de délibération qui forme comme la synthèse même du rapport.

Nous l'examinerons demain.

Suite de la persécution :  
 En raison de la publication de sa lettre au ministre des cultes, Mgr l'évêque de Pamiers est déferé au conseil d'Etat.

L'appel comme d'abus vient d'être introduit.

Il y a longtemps que les circulaires de M. Goblet, le plus petit des ministres de la République, ont été condamnées comme d'abus par les honnêtes gens.

Violences, intimidation, pression administrative, intrigues de tous genres — voilà comment les républicains font actuellement la campagne électorale dans le Tarn-et-Garonne.

Ces gens-là ne reculent devant rien pour faire échouer les conservateurs qui, élus librement et loyalement, ont été d'une façon si scandaleuse invalidés par la majorité de sectaires ou de serviles opportunistes qui siège au Palais-Bourbon.

Des renseignements divers nous parviennent.

D'un côté, on nous apprend que le préfet vient de donner, presque publiquement, des instructions formelles à tous les fonctionnaires et agents sous ses ordres, pour qu'ils aient à soutenir, sans regarder aux moyens, les candidats officiels.

D'autre part, on signale une affiche d'une violence extrême, signée du président du comité républicain.

L'honorable M. Prax-Paris a répondu par une lettre d'une grande fermeté et où nous lisons :

« Je n'ai rien de plus à vous dire, d'un vice-président que je laisse à son obscurité, et va et approuve par les quatre cardinaux. »

S'il n'était qu'injurieux, je ne lui opposerais que le silence du mépris.

Mais il est plus qu'une injure, monsieur. Il est une exaltation à la violence et à la haine des citoyens les uns contre les autres, crime prévu par la loi et qui, cependant, est resté impuni !

Qu'aurait fait le maire de Montauban, si le parti que le président du Comité d'action appelle à la rébellion, lui eût obéi ? — Que votre conscience réponde.

J'attends impatiemment l'heure où, en pleine lumière de la tribune et à la face du pays, le clercalier vous la prouve, mieux que comme à un pluri et signifierai en même temps l'impunité que lui ont laissée les représentants de la loi.

Cette occasion m'a été refusée. Elle n'est qu'ajournée.

Je ne sais s'il y a ou s'il n'y aura un comité d'action; j'ignore si vous en êtes ou en serez le président.

Mais je viens vous dire : Si l'on obtenait encore de votre passion ou de votre faiblesse, ou d'un président quelconque de comité d'action, un placard du genre de celui dont je parle, et si les auteurs restaient impunis, à défaut de l'action protectrice de la loi, prenez garde que le soin de leur légitime défense ne fasse nos amis s'écrier à leur tour : « Sus à vous et aux vôtres ! »

Nous serions les plus nombreux. Le scrutin du 4 octobre vous l'a montré, et le scrutin du 13 décembre vous le prouve à mieux encore. Nous serions les plus forts, car nous aurions pour nous le bon droit.

Ainsi, les républicains poussent jusqu'aux dernières limites la haine qu'ils professent pour le suffrage universel.

Sans souci de la volonté des électeurs, ils combattent les élus par l'outrage et la menace, et c'est eux qui forcent les conservateurs à leur répondre comme le fait si énergiquement M. Prax-Paris.

Bien que M. Clémenceau nous ait affirmé que le parti républicain serait unanime à maintenir M. Grévy au pouvoir, il paraît que l'idée n'est pas du goût de tout le monde, car voici la *Lanterne* qui — en termes très convenables, nous le reconnaissons — proteste avec énergie contre sa réélection.

Notre confrère, en dehors des raisons qu'il invoque comme personnelles à M. Grévy, son grand âge, son état de santé délabré, est de plus hostile — en principe — au renouvellement d'un mandat dont il trouve déjà la durée trop longue.

A l'appui de sa thèse, il cite même les discours de M. Grévy en 1873. L'argument est curieux, et cela aura été un des côtés bizarres de la carrière politique du président actuel de la République, que, ennemi juré de toute présidence et adversaire non moins résolu des mandats de longue durée, il aura sollicité la présidence et demandé le renouvellement de son mandat !

porte un nom qui oblige, nous craignons fort que, pas plus que celle du philosophe cynique, la *Lanterne* ne parvienne à découvrir un homme...

Un homme ! C'est chose rare par le temps de république qui court. Quinze années de déclamations haineuses contre toutes croyances qui font les nations fortes et grandes, sept années d'une politique de mensonge, d'aviilissement, de rivalités odieuses et mesquines, ne sont point ce qu'il faut pour tremper les caractères et faire des hommes.

La République n'a donc aucun homme à mettre en avant pour ces hautes fonctions. — A défaut de grand homme, à défaut d'homme... remarquable, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est donc de garder M. Grévy.

« Ce n'est pas un Bonaparte, nous le savons bien, dit la *Lanterne* (nous nous en étions toujours douté); mais il est là, et il personnifie suffisamment les qualités négatives du régime actuel pour que les partisans de ce régime ne lui refusent pas leurs suffrages. »

Nous avons publié hier la lettre par laquelle M. le maire Trinqué notifie officiellement à M. l'abbé Daran qu'il est privé de son traitement.

Dans cette lettre, où la mesure prise contre M. l'abbé Daran est très nettement blâmée, on a pu remarquer cette phrase : « Je me rendrai à Poix lundi prochain, j'aurai l'honneur de voir M. le préfet; je lui dirai que s'agissant d'un électeur, et je lui demanderai d'appeler de la décision de M. le ministre au jugement de M. le préfet plus amplement et plus fidèlement renseigné. »

Nous avons dit que ce maire, qui ne craint pas de prendre si nettement la défense d'un prêtre évidemment persécuté, est républicain; mais ce qu'il faut qu'on sache également, c'est qu'il est personnellement en situation de parler comme il le fait.

M. Trinqué n'est pas à la tête d'une municipalité de peu de relief : il est maire de Saint-Girons; il est



subitement le galop et s'engagea dans cette rue.

Le cavalier qui, malgré ses quatre-vingts ans, est, on le sait, d'un vigoureux peu commun, parvint à arrêter sa bête et à la ramener sur l'avenue Montaigne. Mais l'animal, qui ne voulait obéir ni à la bride, ni à l'éperon, cherchait à chaque instant à se dérober, et, ramassé sur lui-même, essayait de gagner à la main.

M. de Lesseps le maintenait quand même. Malheureusement, au coin de la rue Baccard, le cheval voulut de nouveau tourner brusquement. Il fit un violent écart et manqua des quatre pieds, se renversant sur son cavalier.

Quelques passants se portèrent immédiatement au secours de M. de Lesseps et le dégagèrent rapidement.

M. de Lesseps était à demi évanoui, la figure couverte de sang, et il portait à la tempe droite une écorchure assez profonde. De plus, il semblait souffrir de la jambe qui s'était trouvée engagée sous le cheval, et il lui fallut presque le porter pour le faire rentrer à son hôtel.

Les nouvelles que nous avons fait prendre ce matin sont néanmoins des plus rassurantes, et tout fait espérer que l'accident arrivé au Grand Français n'aura pas de suites fâcheuses.

Nous apprenons avec plaisir que M. Gavini de Campille, ancien préfet des Alpes-Maritimes, un des hommes les plus éminents du régime impérial, et dont la Chambre a annulé samedi l'élection comme député de la Corse, vient de recevoir de S. M. le roi d'Italie le grade de grand officier de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare.

Nous avons déjà annoncé que des richesses particulières avaient offert au musée du Louvre six toiles auxqueltes on attribuait une grande valeur.

Dans sa séance d'avant-hier, le Conservatoire des musées nationaux a examiné ces tableaux. Il a refusé d'en accepter une seule attribuée à Botticelli (la *Vierge au puits*), un autre attribuée à Van der Goes et un petit tableau flamand portant le monogramme d'Albert Dürer.

Les trois autres : le *Christ entre deux anges de douleur*, de Crivelli, le *dyptique de la Vierge* (busies de la Vierge et de l'ange Gabriel) et un *Saint-Georges dans un paysage*, de Lucas Gassel, ont été acceptés, mais sans conditions, telle que placement sur la cimaise.

On annonce le mariage de M. Jordan de Sury, lieutenant d'infanterie, avec Mlle de Gouvion Saint-Cyr, petite fille du maréchal, et, par sa mère, du comte de Montalivet.

L'annonce de la fête du palais de l'industrie était à peine lancée, que la population parisienne, avec l'aimable élan de charité qui la caractérise, a fait affluer les dons de toutes sortes qui doivent être distribués le jour de Noël aux 4,000 enfants des écoles de Paris.

Un si bel exemple ne peut qu'être suivi, et tous les commerçants auront à cœur de participer à cette touchante fête de bienfaisance en envoyant des dons au palais de l'industrie, n° 1.

L'organisation intérieure du palais sera des mieux réussies. L'arbre de Noël sera figuré par une petite forêt de sapins, encadrant le grand escalier qui se trouve au fond de la nef.

A l'autre extrémité sera dressé un théâtre.

Au milieu, l'estrade de l'orchestre, ayant de chaque côté deux parquets sur lesquels les enfants danseront des rondes.

Enfin, dans tout le palais, splendidement orné de tentures, et transformé en jardins, des barques gracieuses seront dissimulées et serviront à la vente des jouets, de pâtisseries et de rafraîchissements.

En ce moment, on s'entretient beaucoup à Vienne de la disparition du prince Paul Esterhazy.

Le prince était parti pour la chasse et congénie de plusieurs amis.

A un moment donné, le cheval du prince s'emballa et toutes les recherches faites pour retrouver le cavalier sont restées infructueuses.

Le cheval est rentré le lendemain à l'écurie tout couvert de boue et couvert de blessures.

On se perd en conjectures sur la disparition de M. Esterhazy.

Nore collaborateur M. Henri Leriche, dont nos lecteurs ont pu apprécier le talent dans l'*Honneur de Suzanne* et la *Petite Marthe*, vient de faire paraître, à la librairie Dentu, un volume intitulé : la *Belle Mathilde*, qui se recommande par l'originalité de style et la chaleur de sentiment ordinaires chez l'auteur.

Le citoyen Lisbonne, qui, grâce au succès de sa fameuse taverne du Bagne, est à la veille de devenir un de ces infâmes capitalistes qui à tant combats, a offert hier, dans son étrange cabaret, un dîner absolument gratuit aux pauvres de la capitale.

Est-ce pour réchauffer sa popularité auprès des riches et amis, qui commentent à le regarder comme un vulgaire bourgeois depuis qu'il a pignon sur rue; est-ce dans un but de réclame, ou simplement par philanthropie? Nous l'ignorons. Mais cette petite fête lui a coûté un millier de francs. Plus de six cents pauvres en ont profité.

L'officier de paix de l'arrondissement, craignant le tapage, avait appelé vingt-cinq gardiens. Ils n'ont eu rien à faire. Jamais réunion ne fut plus calme. Et c'était plaisir à voir ces malheureux affamés se rassasier.

Nous ne saurions trop engager M. Grévy à suivre l'exemple du cabaretier Lisbonne, et à réchauffer également sa popularité en invitant à déjeuner, ne fût-ce qu'une fois par mois, les pauvres de nos vingt arrondissements.

Gavroche serait-il immortel?

Un Brésilien, du plus franc noir, passe superbement sur le boulevard fumant une superbe pipe neuve en terre.

Tiens! regarde donc! fait Gusse à Polyte, il fume sa pipe, et c'est lui qui culotte!

très violente commotion a détruit de nouvelles habitations à Msila. Une partie de la ville est détruite.

Trois cent quarante et une maisons sont écroulées et deux cent quatre-vingt-quatre sont très sérieusement lézardées.

La maison de l'administrateur s'est complètement effondrée. Il y a trente-trois morts parmi les indigènes et dix-sept blessés dont un Européen.

Ces victimes ont été enterrées hier au milieu d'un grand concours d'indigènes. Il reste encore un certain nombre de victimes ensevelies sous les débris; les fouilles continuent.

La construction est générale.

A Bordj-Bou et à Aferij, presque toutes les maisons sont lézardées, sans que leur solidité soit compromise.

On s'occupe activement de débiter la route de Bordj-Bou à Msila; elle est obstruée par de nombreux blocs projetés des hauteurs.

Le sous-préfet de Séfif est arrivé à Msila. Il a félicité tout le personnel de la commune mixte du dévouement dont ils ont fait preuve.

Le secrétaire général de la préfecture de Constantine est attendu, avec les premiers secours de 3,000 francs, on espère que l'Etat ne se tiendra pas, les indigènes de Msila étant toujours montés dévoués à la France, notamment en 1871, où ils refusèrent de participer au mouvement insurrectionnel de l'Aurès.

L'épouvante a été indescriptible après la catastrophe, mais les indigènes sont maintenant plus tranquilles, leurs marabouts leur ayant déclaré qu'il n'y a plus rien à craindre.

Le vaillant général du Barail disait la semaine dernière, à la réunion des comités conservateurs de la Seine que l'armée devrait être préservée des orages de la politique et que le spectacle mis sous nos yeux par la Chambre des députés actuelle est bien attristant. Celui que la Chambre des pairs de 1815 donna par le procès et la condamnation du maréchal Ney était autrement navrant et regrettable. Dans l'un comme dans l'autre cas, on met à nu la faiblesse de nos chefs d'armée, oubliant l'héroïsme dont ils ont pu faire preuve.

Il serait prématuré de dire aujourd'hui si les actes de bravoure accomplis par nos officiers, au Tong-King, peuvent faire pardonner certaines fautes commises, mais l'histoire permet depuis longtemps de porter un jugement sur l'oubli fait, par la Chambre des pairs de 1815, des services rendus à la France par un des plus illustres héros des guerres de l'Empire, pour ne se souvenir que des motifs politiques qui ont motivé sa condamnation suivie de son exécution.

Tous les auteurs, nous le reconnaissons, M. Thiers entre autres, déclarent que le maréchal avait promis « de très bonne foi » à Louis XVIII de s'opposer de toutes ses forces à la marche de Napoléon ». Ils constatent que, jusqu'à 13 au soir, il était plus que jamais dans l'intention de soutenir les Bourbons. Mais, un revirement complet s'opéra, la nuit suivante, dans l'esprit du maréchal. Il reçoit des émissaires de l'Empereur ainsi qu'une lettre du comte Bertrand. Il avait déjà appris les événements de Grenoble et l'occupation de Lyon.

Cette marche foudroyante de Napoléon, cet empiètement de la nation à se grouper autour de celui à qui elle devait tant de gloire et qui voyait se réaliser les paroles contenues dans sa proclamation : « L'aigle, avec ses couleurs nationales, volera de clocher en clocher, jusqu'aux tours Notre-Dame; tous ces événements, dis-je, jetèrent l'infortuné maréchal dans une vive inquiétude, dans une incertitude extrême et une cruelle perplexité.

C'est dans ces « angoisses d'esprit » que le maréchal Ney fit appeler les généraux Bourmont et Lecourbe pour leur donner connaissance d'une proclamation qui lui avait été remise imprimée, « en les adjurant, dit Marco de Saint-Hilaire, au nom de l'honneur, de lui dire leur pensée avec franchise et de lui donner des conseils. » Bourmont, dit-on, déclara qu'il fallait se rendre à Napoléon. Il fit assembler les troupes auxquelles le maréchal lut la proclamation commençant par ces mots :

« La cause des Bourbons a été à jamais perdue. La dynastie légitime que la nation française a adoptée va remonter sur le trône : c'est à l'Empereur Napoléon, notre souverain, qu'il appartient seul de régner sur notre beau pays! »

Elle se terminait ainsi :

« Soldats! je vous ai souvent menés à la victoire; maintenant, je veux vous conduire à cette phalange immortelle que l'Empereur Napoléon conduit à Paris. »

L'enthousiasme des troupes fut à son comble. On vit voler en l'air les cocardes blanches et les fleurs de lis.

« Une joie furieuse, dit M. Thiers, éclata comme le tonnerre dans les rangs des soldats. Mettant leurs shakos au bout de leurs fusils, ils poussèrent les cris de : « Vive l'Empereur! Vive le maréchal Ney! » avec une violence inouïe; puis, ils rompirent les rangs, se précipitèrent sur le maréchal, et, baisant les uns ses mains, les autres les basques de son habit, ils le remercièrent à leur façon d'avoir cédé au vœu de leur cœur. »

La défection était complète. Le maréchal rejoignit, à Auxerre, l'Empereur, qui l'accueillit en l'embrassant.

Waterloo arriva. Le maréchal Ney se battit comme un lion. Il chercha le combat pendant toute la journée. Sept fois démonté, il combattit à pied, d'épée à la main, jusqu'au jour même, à la tête des régiments de la garde, qui tombèrent glorieusement avec l'Empereur.

Après cet immense désastre, le maréchal revint à Paris; et avec la franchise naturelle et l'impétuosité du caractère qui l'avaient fait se donner aux Bourbons puis s'éloigner d'eux, il ne craignit pas de dire à la Chambre des pairs : « Il ne nous reste qu'à entamer des négociations. Il faut rappeler les Bourbons, et moi je vais prendre le chemin des Etats-Unis. »

Hélas! malgré l'article 12 de la capitulation qui lui signa le 3 juillet et qui le mettait à l'abri de toutes poursuites, le maréchal fut traduit devant la Chambre des pairs et déclaré coupable du crime de haute trahison. Le 7 décembre 1815,

il tombait percé de dix balles contre un mur, place de l'Observatoire.

« Ce fut là que tomba comme un trait, dit Napier, celui qui avait gagné cinq cents batailles pour la France et jamais une contre elle. »

« Une mort stupide, dit à son tour Michaud, régna dans Paris, car on ne venait pas seulement d'immoler un homme illustre; on foulait aux pieds un principe sacré, le principe du droit des gens. Aussi la France protesta. Les monuments élevés à la mémoire du prince sont bien autre chose que des souvenirs de famille ou l'expression de regrets sympathiques; ce sont des monuments populaires empreints d'un stigmata de nationalité vengeresse. »

Napoléon III fit élever en 1853 la statue en bronze du maréchal Ney, qu'on voit place de l'Observatoire, à l'endroit même où cet illustre soldat a été fusillé.

Rude, à qui on doit cette statue, a représenté le maréchal dans l'attitude du commandement, le sabre au poing.

M. Jacquemart a exposé au Salon de 1858 le modèle en plâtre d'une statue du maréchal. Debout, la tête nue, il découvre sa poitrine et commande le feu aux soldats qui vont le fusiller.

Au même Salon de 1858, le peintre Gérôme a exposé son tableau représentant l'exécution du maréchal Ney. Près d'un mur, au premier plan, git le cadavre. Dans le fond, on aperçoit un piquet de soldats qui s'éloigne précipitamment.

« Tout le monde, dans la stupéur et l'étonnement du meurtre, disait Théophile Gautier, en appréciant cette toile, a fui le cadavre qui tout à l'heure vivait et qu'avait épargné les boulets de tant de champs de bataille. »

Le musée de Versailles possède le tableau d'Adolphe Yvon : *Le Maréchal Ney soutenant l'arrière-garde de la grande armée*.

Au milieu d'une petite troupe d'une trentaine d'hommes, couverts de haillons, se tient le maréchal un fusil à la main et faisant le coup de feu. Le paysage est lugubre :

« Sous un ciel noir de frimas, écrit encore Théophile Gautier, s'étend la plaine blanche, parsemée de chevaux morts, de cadavres, de débris de toutes sortes, que la neige va bientôt recouvrir; des sapins étiolés leurs branches comme des bras de spectres; des masures incendiées dessinent leur silhouette sombre; des vols de corbeaux tournent dans l'air au-dessus de leur proie; la nature est sinistre, hostile et glacée. »

Un buste de Houdon, un médaillon de David d'Angers et d'autres œuvres d'art ont popularisé la figure de ce maréchal de France qui, fils d'un simple tonnelier, a conquis tous ses grades à la pointe de l'épée et est mort à l'âge de quarante-six ans, laissant après lui une réputation de franchise, de bravoure, de loyauté et de désintéressement que n'a fait qu'accroître l'exécution inique dont il a été la victime.

MARIE-PAUL.

UN SCANDALE

Un déplorable scandale a eu lieu hier, Marseille.

Le conseil municipal ayant décidé de supprimer l'église Saint-Martin, il s'est produit de très justes réclamations, nombre de catholiques faisant observer que cette église est nécessaire et que la population s'y rend en foule aux offices religieux.

Quelques conseillers municipaux, furieux de ces observations, n'ont rien trouvé de mieux que d'organiser une manifestation devant l'église Saint-Martin, hier dimanche, à l'heure de la messe. Les conseillers municipaux, les citoyens Gras et Vais, se sont donc rendus près de l'église, en compagnie d'une centaine d'individus recrutés par la circonstance. La citoyenne Paule Minck avait été engagée pour cette manifestation; elle a débité une harangue quelconque, et la petite bande a entonné la *Marseillaise*.

Au milieu du tumulte, il a été dit, des injures, le curé a dû se résigner à interrompre le service religieux. Les manifestants ont insulté les fidèles et outragé le prêtre. Un jeune homme, qui s'efforçait de faire respecter l'église, a été blessé, et s'est réfugié dans une maison voisine.

La police, naturellement, est venue tard et a été insuffisante.

« Un des motifs de ces événements, les vœux ont été exprimés. »

Et voilà comment la religion est libre et respectée, sous le petit ministre Goblet!

Pour la troisième fois depuis six mois, la préfecture de la Seine n'a eu à délivrer, dans la journée d'avant-hier, aucune autorisation de construire.

C'est là un indice évident de l'arrêt de la crise qui règne actuellement sur les travaux de bâtiment.

Il serait grand temps que l'administration municipale y mit fin en ouvrant quelques grands chantiers où l'on put occuper les nombreux ouvriers qui aujourd'hui à la charge de l'Assistance publique.

Le conseil municipal a, dit-on, une réponse toute prête. Il est saisi du rapport sur le prix de la séricie et la nécessité de limiter à huit le nombre d'heures de travail, avec augmentation, on tout au moins maintien du prix actuel. Nous aurons à revenir sur la question. Mais on attendait qu'on lui fasse gagner dix francs par jour en travaillant huit heures, l'ouvrier demande qu'on lui fasse gagner six francs, dit-il travailler dix heures.

EN ORIENT

La reprise des hostilités entre les Serbes et les Bulgares pourrait avoir des conséquences si graves, que les grandes puissances semblent d'accord pour joindre leurs efforts en vue d'obtenir du roi Milan qu'il accepte les conditions de paix que lui impose le prince Alexandre.

L'Autriche, qui a sauvé la Serbie d'un désastre complet, est la première à lui conseiller de faire des concessions. Il y a donc de grandes chances pour que l'Armistice mène au rétablissement de la paix, de ce côté du moins.

Reste la question, fort délicate, de la Roumélie. Le prince Alexandre se montre très respectueux vis-à-vis de son souverain le sultan; il lui a communiqué les termes de la paix qu'il désire voir conclure avec la Serbie, il renouvelle ses protestations de dévouement, mais, en ce qui concerne l'envoi des commissions ottomanes à Philippopolis et le rétablissement de l'autorité du sultan dans cette ville, il est plus réservé, et son désir de voir tenir compte de ses vœux des Roumélites n'est pas sans nous causer quelque inquiétude.

Les Roumélites consultés ne manquent pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de durée. A moins que la diplomatie ait un éclair de génie et trouve une solution qui satisfasse tout le monde, ce qui nous étonnerait fort!

ront pas de demander leur réunion à la Bulgarie; comment les puissances motront-elles ce vœu d'accord avec la promesse faite à la Porte de maintenir les termes du traité de Berlin? L'Autriche n'y verra-t-elle point un échec à sa politique dans les Balkans; un accroissement de l'influence russe que la Serbie avait justement mission, avouée ou secrète, de prévenir? Les Grecs ne vont-ils pas à leur tour demander des compensations? Tout cela nous paraît encore bien obscur. Si la paix est rétablie, nous serons restés malheureusement convaincus qu'elle sera de peu de



relations intimes avec son futur, pour complétude de vol.

Il résulte de nos renseignements que D. était employé comme chef de magasin chez un négociant en gros de tapicaria, dont les magasins sont situés rue Saint-Merry et les fabriques à Puteaux.

L'aveu du mariage de D., le procureur de la République avait été informé par lettre, ainsi que le négociant, qui, d'ailleurs, déjouant plusieurs mois des objections données en premier aux clients de la maison, M. de la Roche, commissaire de police, chargé de l'enquête, s'était rendu vendredi soir au domicile des deux futurs époux et y avait trouvé un véritable magasin d'objets dérobés, qu'on transporta au greffe dans trente deux caisses.

Charles D., et Antoinette B., ont fait des aveux, à la suite desquels le nommé Louis B., employé dans la maison comme courtier chef, a été arrêté le soir même à son domicile, rue Saint-Merry. Cet individu faisait charger 15 primes volées sur la voiture avec laquelle il livrait en ville.

Il a avoué cyniquement qu'il devait ouvrir un magasin avec les marchandises volées et en partager les bénéfices avec ses deux associés.

**La science modifie ses méthodes** dans l'art de soigner les malades, comme elle perfectionne les instruments qui leur sont destinés. Actuellement, le goudron, produit naturel, très actif dans les catarrhes des bronches, les rhumes anciens, la phthisie, salutaire également dans les affections de la peau, par son action dépurative sur le sang, est très employé sous forme de capsules préparées par M. Guyot, pharmacien, 19, rue Jacob, Paris. Le goudron renfermé dans les Capsules Guyot est enrobé dans une couche de gomme blanche très soluble, il agit aussitôt qu'il est en contact avec la muqueuse de l'estomac.

La signature E. Guyot a été apposée sur chaque capsule blanche, comme garantie de la bonne préparation du produit. Il suffit d'avaler dix à trois capsules à chaque repas. Prix du flacon : 2 fr. 50.

**La Taverne du Bague** va disparaître. En effet, la ville de Paris met en vente, le mardi 22 décembre, deux terrains situés à Paris, boulevard de Clugny et rue des Martyrs, occupés actuellement par cet établissement.

L'adjudicataire se trouvera, d'après le cahier des charges, dans l'obligation d'élever dans les deux ans des bâtiments à toute la hauteur permise par les règlements.

**Petites nouvelles.** — Le 48 banquet annuel des anciens élèves du lycée Louis-le-Grand aura lieu, samedi 12 décembre courant, au restaurant le Grand-Vefour, Palais-Royal, à six heures et demie. La souscription est de 15 francs. On souscrit au Grand-Vefour.

## CHRONIQUE JUDICIAIRE

### AFFAIRE BOSSUAT

La cour d'assises du Rhône vient de condamner aux travaux forcés à perpétuité Louis Bossuat, qui avait assassiné le secrétaire du commissaire de police du quartier Bellecour.

Bossuat a déjà été condamné seize fois pour vols et vagabondage. Il annonçait d'étonnantes dispositions : il se levait la nuit pour voler ses parents : à dix-sept ans, il passait en police correctionnelle. Depuis, il a fait mieux.

Pourquoi Bossuat a-t-il assassiné le malheureux secrétaire au commissariat de la place Bellecour ?

On l'a vu, pour rien, pour se venger de la police, avec laquelle il a toujours été en mauvais termes.

Il a, en fait, une raison infiniment plus pratique et plus sérieuse et qu'il a exposée sans vergogne au jury :

Il était fatigué par les règnes des prisons et il désirait aller à la Nouvelle.

Cet excellent jury lyonnais s'est empressé d'accéder au désir de Bossuat.

Il lui a accordé des circonstances atténuantes.

À la lecture du verdict, cet aimable greffier se l'effaçait les larmes.

L'incrimination oubliée d'un point : C'est de remercier le jury, qui assurément le méritait.

## Feuilleton de la Patrie

DU 8 DÉCEMBRE

## REVUE MUSICALE

Académie de musique. — *Le Cid*, opéra en quatre actes et dix tableaux, par MM. Ad. d'Ennery, L. Gallet, Ed. Blau, musique de M. Massenet. Mmes Fides-Devriès, Bosman ; MM. Jean et Edouard de Reszke, Melchissédec, Plançon, Lambert, Balleury, etc., Mlle Mauri.

### DEUXIÈME ARTICLE

Le lendemain de la première représentation du *Cid*, j'ai dit aux lecteurs de ce journal un peu de tout le bien que je pense de l'œuvre de M. Massenet et leur ai annoncé l'éclatant succès qu'elle avait obtenu. Je l'ai fait assez sommairement, en m'engageant toutefois à y revenir dans mon feuilleton. Ce délai m'a permis d'assister à une nouvelle représentation de l'opéra. Ce n'est pas déjà trop de trois auditions, en y comptant la répétition générale, pour l'apprécier à sa juste valeur et d'une façon détaillée.

Je prends l'œuvre tel qu'il est, sans me préoccuper de ce qu'il ne faut des tendances du compositeur, ou plutôt de celles qu'on se plaît à lui supposer, ni du fait que, de l'avis de quelques esprits revêche, il se serait proposé, d'autant que cela est toujours assez vague et, en l'espèce, restreint, de faire dans le domaine des confidences. C'est d'autant plus vrai que la plupart de ceux qui ont prononcé un jugement sur le nouvel ouvrage de l'auteur de *Marie-Magdeleine*, du *Roi de Lahore*, d'*Hérodiade*, etc., l'ont fait à des points de vue tout à fait différents, et qu'ils ont mesuré l'éloge ou les restrictions à leurs préférences personnelles pour telle ou telle école.

A ce compte-là, M. Massenet, qui a écrit d'après ses préférences à lui — et il a eu raison, — M. Massenet, qui a cependant réussi à satisfaire le public, s'est trouvé, du fait même de tant de jugements divers, dans la condition des âmes que Dante plaça tout à l'entrée de son *Enfer*, et qui avaient défilé également à Dieu et à ses ennemis.

A Dio spiacenti ed a nemici suoi.

Il est vrai que si elles leur avaient défilé, c'est peut-être parce qu'elles avaient tenu à plaire aussi bien à ceux-ci qu'à celui-là, ce qui n'était pas aisé. Ainsi, pour les « mélodistes », le musicien n'aurait pas enjolivé son œuvre d'assez de mélodie, dans le sens du moins qu'ils donnent à ce mot et de la façon étroite dont

### UN PROCÈS ÉLECTORAL

Lundi, dès midi, le prétoire de la justice de paix de Castillon (Gironde), regorgeait de curieux. C'est qu'une affaire intéressante était appelée, pour la défense de laquelle M. de Brézets, du barreau de Bordeaux, n'avait pas hésité à venir apporter sa haute expérience et son talent reconnu. Voici le fait, tel qu'il ressort de l'interrogatoire des neuf prévenus et des six témoins entendus.

Le 18 octobre dernier, jour du second tour de scrutin pour les élections législatives, vers les onze heures du soir, quand fut connu le résultat du scrutin qui donnait 300 voix de majorité aux conservateurs, un certain groupe de ceux-ci se dirigea vers la demeure de l'honorable M. Aymer, doyen du conseil général. Ils apportèrent avec eux un petit canon dont ils tirèrent quatre coups dans la cour de M. Aymer, aux cris de : Vive la France ! vivent les conservateurs !

A cette manifestation, des républicains répondirent par une bruyante contre-manifestation et les cris de : Vive la République ! vive la Commune, et des chants en l'honneur de la République rouge.

Deux sergents de ville, ou mieux, deux gardes de Castillon, qui se trouvaient entre les deux groupes de manifestants, dressèrent procès-verbal pour tapage nocturne contre quinze conservateurs ; mais ils se gardèrent bien de prendre la même mesure vis-à-vis des républicains, bien que les cris de ceux-ci fussent autrement séditieux et agressifs, puisque, aux cris de : Vive la Commune ! se mêlaient ceux de : A bas M. Aymer ! A bas la vieille tête pelée !

Ces aménités républicaines se répétèrent sur d'autres points de la ville, notamment de minuit à une heure, rue Neuve, devant la maison de M. Anthoine, un républicain qui avait été élu député par un vote de cent cinquante voix. Le procès-verbal dit : « Il n'est rien survenu de tel que ne veut pas entendre. »

La défense des neuf prévenus, car sur les quinze six ont été déclarés non poursuivables, a été fort habilement présentée par M. de Brézets.

Il a prouvé, en fait, qu'il n'y avait pas de délit, que ce n'était pas là ce qu'on pouvait qualifier de tapage nocturne porteur de préjudice au repos et à la tranquillité des citoyens ; que cette simple manifestation n'était qu'une suite de la période électorale ; qu'il était bien permis de célébrer par un usage constant de laisser se rejoindre les vainqueurs du scrutin, comme les vaincus témoignent leur désappointement ; que par conséquent les manifestants n'avaient eu l'intention de troubler la tranquillité publique, mais seulement de manifester leur joie.

Il a ensuite prouvé qu'en droit, ces actes ne tombaient pas sous le coup de la loi, puisqu'il leur manquait l'élément requis : de porter préjudice au repos et à la tranquillité des citoyens, les coups de feu tirés par eux n'avaient eu d'autre effet que de faire entendre la voix de la vérité et de faire connaître la vérité.

Il est fort certain que les sinistres se multiplient. Dans la branche incendie, la proportion habituelle est partout dépassée. Nous le faisons remarquer dernièrement et nous signalons les mesures que les assureurs sont obligés de prendre en Angleterre et aux États-Unis. On peut admettre cependant des années exceptionnelles : la sécheresse en détermine souvent, comme en 1846, 1858, 1861, 1864. Les révolutions en font naître d'autres : 1830, 1848, 1870.

Mais, en dehors de ces années fatalement mauvaises, il en est d'autres qui sont dues à la volonté perversité de l'homme. Nous voyons certainement traversé dernièrement une période de ce genre. En 1880 et en 1881, la branche incendie a beaucoup souffert dans notre pays. Les Compagnies ont pu y contribuer par l'abaissement des tarifs, à la suite des entraînements de la concurrence, mais la spéculation des assurés a déterminé la plus grande partie de l'accroissement des sinistres.

Il faut s'entendre sur le mot de spéculation. Il y a la spéculation vulgaire, ardue. Celle-là, c'est le crime d'incendie que le code pénal punit si sévèrement. Mais il y a aussi la spéculation inconsciente, qui n'a pas moins son siège (et son point de départ dans la volonté) de l'assuré.

Le crime d'incendie se comprend, il est plus fréquent dans les temps de crise, car il est un moyen tout trouvé de liquider une situation embarrassée, et certains industriels ne reculent pas devant ce moyen. Ce n'est pourtant pas cette spéculation qui cause le plus grand préjudice aux Compagnies. Il en est une autre : la spéculation inconsciente, qui est, à notre avis, plus terrible pour elles.

Elle consiste, de la part de l'assuré, à ne pas apporter à la garde de l'objet garanti par la police contre le feu les soins habituels, à faire acte de négligence, d'incurie. Si l'assuré ne met pas le feu lui-même, il le laisse venir et il ne fait rien pour l'empêcher. Par le surcroît, dans l'usage, pas de précautions prises contre l'agglomération et le rapprochement des matières dangereuses ! Rien n'est fait pour allumer l'incendie ; tout est fait pour qu'il se produise et pour qu'il ne soit arrêté par aucun obstacle.

Cette spéculation, volontaire et inconsciente, nous la retrouvons dans la branche des assurances sur la vie. La première est fort rare. C'est celle du docteur de Lapompré qui empoisonnait sa maîtresse pour tirer profit des assurances passées sur sa tête. Nous voulons bien croire que ce mode de spéculation est délaissé.

Mais il en est une autre dont les Compagnies commencent à se ressentir. Autrefois on savait — assurés, médecins et agents — que la principale condition pour être admis à l'assurance sur la vie était d'être d'un caractère parfait. On parait porté à l'oublier aujourd'hui. Bien des gens ne songent à l'assurance sur la vie qu'à raison des atteintes de la maladie. Les médecins chargés d'examiner ces candidats à l'assurance oublient trop souvent que le succès d'une Compagnie repose sur un choix prudent des risques.

Les agents sont naturellement incités par leur intérêt personnel à faire admettre les propositions qui leur sont faites. Sous ce rapport, ils sont les premiers adversaires des Compagnies. Qu'en résulte-t-il ? Que là où les directions ne regardent pas de très près les propositions d'assurances, le taux de la mortalité grandit, et les bénéfices diminuent.

Cette spéculation, dans les deux branches de l'incendie et de la vie, semble dénoter un affaiblissement du sens moral. Ce n'est pas la prévoyance pure qui dicte la conduite des assurés : c'est le désir de s'enrichir ou d'enrichir les siens aux dépens des Compagnies.

Le même phénomène se produit dans la branche des accidents. Il faut bien reconnaître que le cocher d'une voiture assurée met moins de soins à se garer et à éviter les accidents. Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'il les recherche, mais il ne fait pas tout ce qu'il faut pour les empêcher. Dans les assurances maritimes, la spéculation est plus marquée et très souvent l'armateur demande aux événements de mer le moyen de liquider une opération maritime.

Comment les Compagnies peuvent-elles refuser cette spéculation ? Elles ne peuvent agir que sur les agents et recommander à tout leur personnel la plus grande prudence dans le choix des risques. C'est aux tribunaux à faire le reste.

Quand un cas de spéculation leur est soumis, les magistrats ne doivent pas hésiter : ils doivent le punir sévèrement. Dans les questions d'accidents, où presque toujours il s'agit de se prononcer, ils doivent sévir d'autant plus contre l'auteur du dommage, qu'il est mieux garanti par l'assurance contre ses conséquences pécuniaires. Si le tribunal correctionnel n'a pas le pouvoir de l'amende, dans des proportions rigoureuses, les cochers qui se font un jeu de la vie des passants, ils ne comptent pas autant sur les Compagnies.

La vigilance des directions et des tribunaux est donc le seul remède à apporter à ce mal croissant des sinistres. Nous ne croyons pas qu'il suffise pour le faire disparaître, mais il l'enrayera de telle façon que la proportion grandissante des

nou, avait fait acte de partialité flagrante en ne dressant procès-verbal que contre les conservateurs, alors qu'ils pouvaient aussi bien entendre le tapage fait par les républicains, puisqu'ils se trouvaient dans le groupe de ceux-ci, dit qu'il fallait poursuivre tout le monde ou ne poursuivre personne ; et ainsi qu'on est d'accord avec la loi, l'équité et la raison.

La magnifique plaidoirie de M. de Brézets a fait un immense effet sur l'auditoire, et à certains moments, si c'eût été permis, les applaudissements auraient éclaté dans toute la salle.

C'est M. Taubia, adjoint, qui remplissait les fonctions de ministère public ; M. Auguste Ouy ayant dernièrement donné sa démission (ce dont nous le félicitons vivement). M. Taubia n'a pu que balbutier qu'il s'en remettait entièrement à la sagesse de la justice.

Bien que cet argument ne pût guère charger les prévenus, M. de Brézets (comme c'est son droit) a expliqué avec une remarquable lucidité les motifs de sa démission, faisant remarquer que le ministère public lui-même semblait abandonner la poursuite.

Puis M. le juge de paix a rendu son jugement, condamnant les prévenus à 5 fr. d'amende et aux dépens. Les condamnés et leur défenseur étaient fort entourés et félicités.

## CHRONIQUE DES ASSURANCES

### La spéculation des assurés

Il y a quelques jours, un de nos confrères de la presse quotidienne croyait devoir reprocher aux Compagnies d'assurances contre les accidents la maladresse du commandant Tréves. A l'entendre, les cochers sont moins prudents et ne craignent pas de déterminer des accidents, parce qu'ils sont assurés.

C'est là une boutade qui a un fond de vérité, mais qu'il ne faut pas laisser passer sans explication, sous peine de voir se propager une erreur singulière. Les Compagnies d'assurances ne poussent pas les assurés aux sinistres. Elles sont les premières à en souffrir, quand ces sinistres dépassent une quotité prévue par les tarifs.

Aussi nous ne prenons texte de la tirade de notre confrère que pour expliquer un fait, malheureusement trop vrai, celui du nombre croissant des sinistres dans toutes les branches de l'assurance. Quelles sont les causes de cet accroissement ? Y a-t-il quelque moyen de l'arrêter ? Ce sont ces points que nous voulons effleurer dans ce chronique.

Il est fort certain que les sinistres se multiplient. Dans la branche incendie, la proportion habituelle est partout dépassée. Nous le faisons remarquer dernièrement et nous signalons les mesures que les assureurs sont obligés de prendre en Angleterre et aux États-Unis. On peut admettre cependant des années exceptionnelles : la sécheresse en détermine souvent, comme en 1846, 1858, 1861, 1864. Les révolutions en font naître d'autres : 1830, 1848, 1870.

Mais, en dehors de ces années fatalement mauvaises, il en est d'autres qui sont dues à la volonté perversité de l'homme. Nous voyons certainement traversé dernièrement une période de ce genre. En 1880 et en 1881, la branche incendie a beaucoup souffert dans notre pays. Les Compagnies ont pu y contribuer par l'abaissement des tarifs, à la suite des entraînements de la concurrence, mais la spéculation des assurés a déterminé la plus grande partie de l'accroissement des sinistres.

Il faut s'entendre sur le mot de spéculation. Il y a la spéculation vulgaire, ardue. Celle-là, c'est le crime d'incendie que le code pénal punit si sévèrement. Mais il y a aussi la spéculation inconsciente, qui n'a pas moins son siège (et son point de départ dans la volonté) de l'assuré.

Le crime d'incendie se comprend, il est plus fréquent dans les temps de crise, car il est un moyen tout trouvé de liquider une situation embarrassée, et certains industriels ne reculent pas devant ce moyen. Ce n'est pourtant pas cette spéculation qui cause le plus grand préjudice aux Compagnies. Il en est une autre : la spéculation inconsciente, qui est, à notre avis, plus terrible pour elles.

Elle consiste, de la part de l'assuré, à ne pas apporter à la garde de l'objet garanti par la police contre le feu les soins habituels, à faire acte de négligence, d'incurie. Si l'assuré ne met pas le feu lui-même, il le laisse venir et il ne fait rien pour l'empêcher. Par le surcroît, dans l'usage, pas de précautions prises contre l'agglomération et le rapprochement des matières dangereuses ! Rien n'est fait pour allumer l'incendie ; tout est fait pour qu'il se produise et pour qu'il ne soit arrêté par aucun obstacle.

Cette spéculation, volontaire et inconsciente, nous la retrouvons dans la branche des assurances sur la vie. La première est fort rare. C'est celle du docteur de Lapompré qui empoisonnait sa maîtresse pour tirer profit des assurances passées sur sa tête. Nous voulons bien croire que ce mode de spéculation est délaissé.

Mais il en est une autre dont les Compagnies commencent à se ressentir. Autrefois on savait — assurés, médecins et agents — que la principale condition pour être admis à l'assurance sur la vie était d'être d'un caractère parfait. On parait porté à l'oublier aujourd'hui. Bien des gens ne songent à l'assurance sur la vie qu'à raison des atteintes de la maladie. Les médecins chargés d'examiner ces candidats à l'assurance oublient trop souvent que le succès d'une Compagnie repose sur un choix prudent des risques.

Les agents sont naturellement incités par leur intérêt personnel à faire admettre les propositions qui leur sont faites. Sous ce rapport, ils sont les premiers adversaires des Compagnies. Qu'en résulte-t-il ? Que là où les directions ne regardent pas de très près les propositions d'assurances, le taux de la mortalité grandit, et les bénéfices diminuent.

Cette spéculation, dans les deux branches de l'incendie et de la vie, semble dénoter un affaiblissement du sens moral. Ce n'est pas la prévoyance pure qui dicte la conduite des assurés : c'est le désir de s'enrichir ou d'enrichir les siens aux dépens des Compagnies.

Le même phénomène se produit dans la branche des accidents. Il faut bien reconnaître que le cocher d'une voiture assurée met moins de soins à se garer et à éviter les accidents. Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'il les recherche, mais il ne fait pas tout ce qu'il faut pour les empêcher. Dans les assurances maritimes, la spéculation est plus marquée et très souvent l'armateur demande aux événements de mer le moyen de liquider une opération maritime.

Comment les Compagnies peuvent-elles refuser cette spéculation ? Elles ne peuvent agir que sur les agents et recommander à tout leur personnel la plus grande prudence dans le choix des risques. C'est aux tribunaux à faire le reste.

Quand un cas de spéculation leur est soumis, les magistrats ne doivent pas hésiter : ils doivent le punir sévèrement. Dans les questions d'accidents, où presque toujours il s'agit de se prononcer, ils doivent sévir d'autant plus contre l'auteur du dommage, qu'il est mieux garanti par l'assurance contre ses conséquences pécuniaires. Si le tribunal correctionnel n'a pas le pouvoir de l'amende, dans des proportions rigoureuses, les cochers qui se font un jeu de la vie des passants, ils ne comptent pas autant sur les Compagnies.

La vigilance des directions et des tribunaux est donc le seul remède à apporter à ce mal croissant des sinistres. Nous ne croyons pas qu'il suffise pour le faire disparaître, mais il l'enrayera de telle façon que la proportion grandissante des

qu'au fond du cœur, aux cadences ingénieusement variées à chacune d'elles, et qui sont la comme l'adagio mélancolique de l'agitation du duel. Cette fois, c'est aux harmonistes que je m'adresse, aux parisiens de la mélodie continue (mélodie n'est sur leurs lèvres qu'un euphémisme trompeur) et je leur dis : « Si ce n'est pas là ce que vous appelez le drame lyrique, que vous fait-il donc ? »

La scène du Requiem qui suit la mort du comte de Gormas, scène dans laquelle se sert la déclaration musicale de Chimène, haletante, saccadée et d'un sentiment dramatique si puissant, est encore l'une des beautés capitales de la partition.

Après une aussi violente tension des esprits, il fallait un peu de repos. Le tableau qui succède nous l'offre. C'est celui des danses, et dans lequel s'épanouit, comme une fleur de mélodie sur les lèvres de l'enfant venant faire des largesses à la foule une idylle délicate que l'oreille paraît guetter pour la confier à la mémoire. C'est d'une fraîcheur, d'une grâce adorables. Aux cadences des deux strophes les moines y mettent des basses en répétant avec le soprano : *Alléluia ! Alléluia !* l'ancien monnaie latin tend décrié est encore bon ; le tout est d'y verser du métal pur de tout alliage. C'est de l'or vierge que Massenet y a coulé ; ensuite, il a fait la besogne du ciseleur. Si c'est donc ce péché de mélodie que les néo-allemands lui reprochent, ils n'ont vraiment pas de chance. Le public donnerait toutes leurs théories pour une strophe de ce chant. Et il l'a dissé avec bonheur.

Puis le divertissement s'en donne à danser que veut-tu. La Castillane réve et danse ; l'Andalouse provoque et danse ; la Catalane coquette et danse... Ainsi de suite, jusqu'à ce que la Navarraise et l'Espagnole se joignent pour faire éclater une sorte de bouquet de la fin, aux cris de *alala !* qui résonnent comme des cris de *brava !* à l'adresse de Mlle Mauri, fêlée, sylphide, lutin, manola, plume, fêlée, églé, tout cela à la fois et plus encore.

Mais assez festoyé. Le drame reprend ses droits et sa marche. Chimène survient qui demande justice au roi. Louis IX rendait la sienne sous un chêne. Le roi d'Espagne préfère, paraît-il, la rendre sur la place de Burgos. — Ici un morceau d'ensemble pour lequel le musicien a profité et de sa mémoire et de son inspiration et de sa grande science orchestrale. C'est large et grandiose. — Je passe le court épisode du duel joué par l'envoyé maure, pressé que le suis d'arriver au tableau final, à la page à venir — faite plus... Elle est double, cette page incomparable. Au recto, on y trouve l'air de Chimène : *Pleurez, pleurez, mes yeux ! un air qui restera !* Il a

est plus fréquent dans les temps de crise, car il est un moyen tout trouvé de liquider une situation embarrassée, et certains industriels ne reculent pas devant ce moyen. Ce n'est pourtant pas cette spéculation qui cause le plus grand préjudice aux Compagnies. Il en est une autre : la spéculation inconsciente, qui est, à notre avis, plus terrible pour elles.

Elle consiste, de la part de l'assuré, à ne pas apporter à la garde de l'objet garanti par la police contre le feu les soins habituels, à faire acte de négligence, d'incurie. Si l'assuré ne met pas le feu lui-même, il le laisse venir et il ne fait rien pour l'empêcher. Par le surcroît, dans l'usage, pas de précautions prises contre l'agglomération et le rapprochement des matières dangereuses ! Rien n'est fait pour allumer l'incendie ; tout est fait pour qu'il se produise et pour qu'il ne soit arrêté par aucun obstacle.

Cette spéculation, volontaire et inconsciente, nous la retrouvons dans la branche des assurances sur la vie. La première est fort rare. C'est celle du docteur de Lapompré qui empoisonnait sa maîtresse pour tirer profit des assurances passées sur sa tête. Nous voulons bien croire que ce mode de spéculation est délaissé.

Mais il en est une autre dont les Compagnies commencent à se ressentir. Autrefois on savait — assurés, médecins et agents — que la principale condition pour être admis à l'assurance sur la vie était d'être d'un caractère parfait. On parait porté à l'oublier aujourd'hui. Bien des gens ne songent à l'assurance sur la vie qu'à raison des atteintes de la maladie. Les médecins chargés d'examiner ces candidats à l'assurance oublient trop souvent que le succès d'une Compagnie repose sur un choix prudent des risques.

Les agents sont naturellement incités par leur intérêt personnel à faire admettre les propositions qui leur sont faites. Sous ce rapport, ils sont les premiers adversaires des Compagnies. Qu'en résulte-t-il ? Que là où les directions ne regardent pas de très près les propositions d'assurances, le taux de la mortalité grandit, et les bénéfices diminuent.

Cette spéculation, dans les deux branches de l'incendie et de la vie, semble dénoter un affaiblissement du sens moral. Ce n'est pas la prévoyance pure qui dicte la conduite des assurés : c'est le désir de s'enrichir ou d'enrichir les siens aux dépens des Compagnies.

Le même phénomène se produit dans la branche des accidents. Il faut bien reconnaître que le cocher d'une voiture assurée met moins de soins à se garer et à éviter les accidents. Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'il les recherche, mais il ne fait pas tout ce qu'il faut pour les empêcher. Dans les assurances maritimes, la spéculation est plus marquée et très souvent l'armateur demande aux événements de mer le moyen de liquider une opération maritime.

Comment les Compagnies peuvent-elles refuser cette spéculation ? Elles ne peuvent agir que sur les agents et recommander à tout leur personnel la plus grande prudence dans le choix des risques. C'est aux tribunaux à faire le reste.

Quand un cas de spéculation leur est soumis, les magistrats ne doivent pas hésiter : ils doivent le punir sévèrement. Dans les questions d'accidents, où presque toujours il s'agit de se prononcer, ils doivent sévir d'autant plus contre l'auteur du dommage, qu'il est mieux garanti par l'assurance contre ses conséquences pécuniaires. Si le tribunal correctionnel n'a pas le pouvoir de l'amende, dans des proportions rigoureuses, les cochers qui se font un jeu de la vie des passants, ils ne comptent pas autant sur les Compagnies.

La vigilance des directions et des tribunaux est donc le seul remède à apporter à ce mal croissant des sinistres. Nous ne croyons pas qu'il suffise pour le faire disparaître, mais il l'enrayera de telle façon que la proportion grandissante des

Un grand poète, l'honneur et la gloire de l'italie contemporaine, Andrea Maffei, le traducteur italien de Shakespeare, de Byron, de Schiller, de Goethe, de Gessner, de Milton, de Lamartine, de Thomas Moore, de Klopstock, de Henri Heine, le protégé de Vincenzo Monti, vient d'arriver, à Milan, à l'âge de quatre-vingts ans.

Maffei, qui avait été l'ami de Verdi, a écrit pour lui le livret de *Masnadieri*, qui furent représentés, pour la première fois à Londres, le 22 juillet 1847, et qui eurent pour interprètes, en cette ville, Gardoni, Lablache, Colletti et la célèbre Jenny Lind.

Une cantatrice, que nous avons applaudie aux Italiens-Mairel, Mme Marcelle Sembach, et en ce moment à Dresde, où elle vient d'accoucher d'un fils.

En passant à Dresde, dernièrement, Mme Nissou apprit que l'on allait baptiser le fils

lui a faite a été aussi chaleureuse que méritée.

M. Jean de Reszke, moins favorisé que sa partenaire dans le rôle du Cid, en a cependant tiré le meilleur parti. Sa voix, plus caressante, plus sympathique et plus pénétrante qu'elle n'est vigoureuse, a fait valoir tous les passages tendres, délicats, rêveurs, attristés. Le jeune ténor a trouvé des accents énergiques au choral de l'Épée, et il lui a fallu encore assez de puissance dans l'organe pour que les voix retentissantes de l'orchestre ne l'affaiblissent pas sous leurs redoublés sonorités. Mais à son air du deuxième acte, au duo avec le soprano du troisième, à la scène de l'apparition, M. Jean de Reszke a été fort remarquable. Dans celle du combat avec Gormas, l'artiste dramatique a doublé avec succès le chanteur.

Mme Bosman n'a été forte pour chanter, mais dans ce peu il y a son idylle, qu'elle dit avec un sentiment exquis. Aussi le fait-elle toujours redemander. Tant il est vrai que les rôles ne se mesurent pas à leur longueur.

On sait avec quelle intelligence M. Edouard de Reszke chante et joue tous ses rôles. On ne pouvait mettre plus de noblesse et de dignité dans celui de Don Diégue, ni dire avec plus de largeur le magnifique solo du dernier acte : *Il a fait noblement ce que l'honneur conseille*.

Enfin, MM. Melchissédec et Plançon, celui-ci personnifiant le comte Gormas, celui-là le roi, ont fait regretter par la façon même dont ils ont chanté et joué qu'ils ne soient pas plus longtemps sur la scène.

J'ai déjà félicité M. Altès. S'il a pu me trouver parfois un peu sévère à son égard, il verra par là que ce n'est pas en moi un parti-pris. Et je lui renouvelle mes compliments.

Tout a été dit sur les splendeurs de la mise en scène, à l'éloge de la direction. J'en ai parlé moi-même ; et si je n'y reviens pas aujourd'hui encore, c'est parce que je me suis souvent égaré contre cet excès de luxe qui empêche — ou empêche à tout le moins — de donner plus souvent de nouveaux ouvrages. Avec ce qu'a dû coûter rien que le défilé de la fin, par exemple, lequel n'est à bien parler qu'un hors d'œuvre, on eût pu monter un petit opéra en un acte pour accompagner les ballets.

Mais MM. Ritt et Gailhard m'objecteront — et me prouveront par la fait — que l'une chose n'empêche pas l'autre. Ainsi soit-il !

La place me manque pour rendre compte de l'exécution qui a eu lieu hier, au Conservatoire, d'*Hérodiade*, paroles de M. Georges Boyer, musique de M. Chaurmet (prix Rossini). A hâte.

M. de THÉMINES.

sinistres pourra être corrigée par la seule augmentation des tarifs.

C'est, dans tous les cas, une question fort complexe. Elle se présente sous des aspects différents dans chaque branche, et elle y mérite un examen spécial. Nous aurons souvent l'occasion d'y revenir. Pour résoudre ce problème, il faut l'aborder résolument. C'est la question vitale du fonctionnement des assurances.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

**Le Journal de la Jeunesse** est certainement la publication la plus intéressante et la plus extraordinaire de bon marché et de concours mensuels, avec de nombreux prix, ajoutant encore un attrait à ce charmant recueil.

## GAZETTE THEATRALE

Ce soir, à l'Odéon, le *Cid* et l'*Ecole des bourgeois*. Aux Bouffes-Parisiens, millième représentation de la *Mascotte*.

Un accident a eu lieu, samedi soir, à minuit, après la représentation du *Sigurd*. Un pontant est tombé sur la scène et, dans sa chute, a blessé assez grièvement trois jeunes choristes qui s'y trouvaient. Après avoir reçu les soins



